

Réponse de Marc Deschamps a l'avis de blâme de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

BLÂME 7: De s'être placé en situation de conflit d'intérêt à l'égard de ses différents rôle à titre d'agent officiel et trésorier du parti Union Montréal, de ses intérêts professionnels chez Raymond Chabot Grant Thornton et de sa participation aux comité de sélection dans le cadre du contrat du Faubourg Contrecoeur.

Cet avis de blâme est très étonnant compte tenu de la procédure qui s'applique à la nomination des membres devant siéger sur ces comités. Comme vous le savez le donneur d'ouvrage, la SHDM doit recruter des candidats en fonction de leurs expertises professionnelles. Régulièrement les donneurs d'ouvrage sélectionnent des professionnels comme des avocats, des ingénieurs, des comptables, des urbanistes etc.

Il semble qu'aucun ordre professionnel n'interdit à ses membres de siéger sur de tels comités. Sa participation au comité de sélection n'était pas fondée sur une expérience spécifique ou unique en matière de construction et de développement immobilier mais sur l'application d'une grille de notation fournie à chaque membre du comité pour établir la notation.

Il n'y a pas non plus d'interdiction pour ces mêmes professionnels d'accepter un mandat des soumissionnaires à l'appel d'offre en autant que ces mandats n'aient pas de relation avec le rôle joué par le membre du comité.

Il en serait nécessairement très différent si le membre du comité avait une relation professionnel avec un des soumissionnaires à l'époque ou le comité siégeait ou même avant.

Monsieur Deschamps s'est questionné sur deux aspects concernant sa présence sur le comité, à savoir qu'il n'était lié à aucune des entreprises participant à l'appel de qualification dans une perspective personnelle, professionnelle ou politique. En ce qui concerne son rôle de trésorier d'Union Montréal, outre ses associés au cabinet, il n'a jamais sollicité de contributions à des électeurs ou à des entreprises quelles qu'elles soient, il ne pouvait donc se trouver dans un rapport de force par rapport aux proposants.

Le rôle d'agent officiel chez Union Montréal ne pouvait pas mettre en conflit d'intérêt Monsieur Deschamps car Union Montréal n'avait aucune incidence ou même d'ascendance sur les décisions de la SHDM. De toute façon, s'il y

avait existé des doutes ou des craintes face à la nomination de Monsieur Deschamps, son pédigrée était connu de tous et sa nomination eut elle suscitée ces craintes, aurait été mise de côté.

Examinons chaque rôle pour tenter d'y déceler les intérêts potentiels de chaque mise en cause dans ce blâme;

La SHDM ; Leur intérêt était que le contrat de construction soit attribué au plus bas soumissionnaire capable de garantir une qualité d'ouvrage et d'exécution de cette dernière. A moins qu'il y ait eu collusion dans le choix de l'entreprise qui se verrait accorder le contrat. Comme la commission le sait très bien Monsieur Deschamps a pleinement collaboré avec les enquêteurs en charge de l'enquête du Faubourg Contrecoeur ainsi qu'avec ceux de la commission. Monsieur Deschamps n'a pas été identifié comme ayant participé à aucune collusion mais Daniel Gauthier qui siégeait sur ce même comité fut accusé et devra subir son procès pour ses actes collusoires. Il semble que l'enquête de l'UPAC a été révélée à la commission qui connaît les tenants et aboutissants des stratagèmes ayant eu lieu lors de l'attribution du contrat à la firme Catania. Nous comprenons par contre que ce blâme ne fait pas référence à ces accusations et que la probité de Monsieur Deschamps n'est pas mise en doute face à ces stratagèmes.

Union Montréal; Comme formation politique, n'avait aucun pouvoir ni intérêt sur l'issue du contrat à être accordé pour le projet du Faubourg Contrecoeur. Rien dans la preuve accumulée par la commission ni dans celle accumulée par l'UPAC ne suggère l'hypothèse selon laquelle Union Montréal ait pu profiter de cette transaction ni que des considérations pécuniaires auraient pu être envisagées pour le Parti Union Montréal

Raymond Chabot Grant Thornton;

Cette prestigieuse firme de comptable n'avait certainement aucun intérêt pécuniaire dans l'issue de l'appel d'offre du Faubourg Contrecoeur. Aucun des proposants ne faisait partie de ses clients. De plus le fait que Catania ait voulu rencontrer Marc Deschamps dans un but professionnel ne crée en rien un conflit d'intérêt surtout lorsque l'on sait que l'attribution du contrat par le comité était dirigé par le retrait de la compagnie Morton qui s'était auto désqualifiée en imposant des conditions.

D'aucune façon pendant la période où Monsieur Deschamps siégeait sur le comité de sélection, lui ou sa société n'ont rendu des services à monsieur Catania et/ou ses sociétés ou encore commencé à discuter d'éventuels services pouvant être rendus à monsieur Catania et/ou ses représentants.

Lors de la rencontre de mars 2007 au Club 357c, organisée par Bernard Trépanier, Monsieur Deschamps ignorait les intentions de monsieur Catania et il s'est présenté à la rencontre pour vérifier si des mandats pouvaient être confiés à sa société. Rien ne permettait par avance de savoir si des mandats seraient confiés à Raymond Chabot Grant Thornton et pendant les trois mois suivant la dernière séance du comité de sélection, en rien n'y a-t-il eu de communication avec aucune des soumissionnaires originaux du projet.

Une fois le contrat accordé rien n'empêchait Monsieur Catania de vouloir engager la firme de comptable et rien n'empêchait cette dernière d'accepter. Raymond Chabot Grant Thornton a par la suite émis des opinions de vérificateurs sur des états financiers de sociétés de Monsieur Catania en mars 2008 pour des fins d'années de novembre 2007. Monsieur Deschamps n'a jamais été membre de l'équipe de mission concernant les sociétés de Monsieur Catania. La lettre contrat originale avec la date de début de mandat est datée du 7 novembre 2007.